

**MISSION LOCALE D'ALSACE DU NORD
27 RUE DE LA REDOUTE
67500 HAGUENAU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale d'Alsace du Nord relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- ❖ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation. Par ailleurs, nous nous sommes assurés du bien-fondé des subventions comptabilisées en fonds dédiés à la clôture.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données le rapport annuel du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la l'association ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code du commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Strasbourg, le 16 mai 2025

SECAL SA
Commissaire aux Comptes
Titulaire du Mandat

Signé par Christophe Mohr
Le 16/05/2025

ID: tx_xYEgz6ozB13n


CNCC
COMMISSAIRE
GÉNÉRAL DES
COMPTES

Christophe MOHR
Commissaire aux Comptes

Signé par Jean-Luc Mohr
Le 16/05/2025

ID: tx_xYEgz6ozB13n


CNCC
COMMISSAIRE
GÉNÉRAL DES
COMPTES

Jean-Luc MOHR
Président du Directoire

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ❖ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou en refus de certifier ;
- ❖ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



ANNEXES

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	77 967	60 268	17 699	17 446
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	50 128		50 128	50 075	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	654		654	654	
TOTAL (I)		128 748	60 268	68 481	68 175
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	435 548		435 548	478 202
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	1 128 314		1 128 314	962 480	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	7 040		7 040	8 617
	TOTAL (II)	1 570 902		1 570 902	1 449 299
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 699 651	60 268	1 639 383	1 517 474
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				654	
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	354 687	332 930
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	45 676	21 758
	Total des fonds propres	400 363	354 687
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Provisions	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	400 363	354 687
	Provisions pour risques	311 479	279 463
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	311 479	279 463
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	253 082	266 061
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	253 082	266 061
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	268 350	90 966
	Dettes fiscales et sociales	301 610	303 897
	DETTES DIVERSES		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	95 558	212 945
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	8 940	9 455
	Total des dettes	674 459	617 263
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 639 383	1 517 474
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	45 676,31	21 757,52
	(1) Dont à moins d'un an	674 459	617 263
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	2 044 330	2 037 299
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		170
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	33 731	64 451
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	2 078 061	2 101 919
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	446 169	458 809
	Impôts, taxes et versements assimilés	99 588	98 166
	Rémunération du personnel	1 057 333	1 057 737
	Charges sociales	412 387	399 443
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	7 876	8 828
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	6 335	5 126
	Total des charges d'exploitation	2 029 689	2 028 109
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	48 372	73 810
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	7 353	6 038
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	7 353	6 038
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	55 725	79 848
	Produits exceptionnels	17 632	76 772
	Charges exceptionnelles	40 661	50 228
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(23 029)	26 544
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	180 515	107 416
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	167 535	192 050
	TOTAL DES PRODUITS	2 283 561	2 292 145
	TOTAL DES CHARGES	2 237 885	2 270 387
	EXCEDENT ou DEFICIT	45 676	21 758
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	35 166	34 313
	Bénévolat	1 008	155
	Prestations en nature	34 158	34 158
	Dons en nature		
	CHARGES	35 166	34 313
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	34 158	34 158
	Personnel bénévole	1 008	155



Annexe légale

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **1 639 383** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **2 283 561** euros
 - un total charges de **2 237 885** euros
 - dégage un résultat de **45 676** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association MISSION LOCALE D'ALSACE DU NORD** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 639 383 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 283 561 euros** et un total **charges** de **2 237 885 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Suite à la nouvelle réglementation résultant des règlements du CRC 2002-10 et 2004-06, applicable à compter du 1er janvier 2005, les nouvelles règles d'amortissements ont été appliquées à compter de cette date. Il n'y a pas application de méthode prospective ou rétrospective.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature..

Provisions :

Les provisions pour risque et charge de 311 479 € sont constituées de la provision pour indemnités de départ à la retraite à hauteur de 214 147 €, de provisions pour risque liées à des subventions qui pourraient faire l'objet d'une demande de reversement (Action FSE Entreprise) d'un montant de 97 332 €.

Charges :

Le montant des honoraires versés au cabinet SECAL s'élève à la somme de 4 410 € au titre de la mission de commissariat 2023. Une provision de 5 000 € a été enregistrée au titre des travaux 2024.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires en nature enregistrées au titre de cet exercice s'élèvent à un total de 34 158 € et se décomposent de la manière suivante :

<u>Mise à disposition gratuite de locaux :</u>	34 158 €
Département	0 €
Communes	15 175 €
Communauté de communes	18 983 €

Les mises à disposition gratuites de locaux ont été évaluées par référence à un prix de marché moyen de location au m2 des communes dans lesquelles sont situés les locaux utilisés.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés :

Au 31/12/2024, le montant des fonds dédiés relatif à des engagements à réaliser en 2025 s'est élevé à 253 081,54 €. Au 31/12/2023, il était de 266 061,35 €.

Voici le détail :

	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reprise	Reports	Transferts entre fonds dédiés	Fonds dédiés à la clôture
Subventions d'exploitation	165 350,35	165 350,35	0.00 €	152 585,04	152 585,04
CEJ 2022 suivi 2023	0,00				0,00
CEJ 2023 suivi 2024	165 350,35	165 350,35			0,00
CEJ 2024 suivi 2025				152 585,04	152 585,04
Fonds gérés	100 711,00	15 164,50	85 546,50	0,00 €	100 496,50
CA Haguenau 2018	0,00		0,00		0,00
CA Haguenau 2019	5 515,00	5 515,00	0,00		0,00
CA Haguenau 2020	17 250,00	6 785,00	10 465,00		10 465,00
CA Haguenau 2022	17 250,00		17 250,00		17 250,00
CA Haguenau 2023	17 500,00		17 500,00		17 500,00
CA Haguenau 2024					14 950,00
CC Basse Zorn 2021	1 048,00		1 048,00		1 048,00
CC Outre Forêt 2018	5 750,00	1 225,00	4 525,00		4 525,00
CC Pays Niederbronn 2019	2 536,00	342,50	2 193,50		2 193,50
CC Pays Niederbronn 2020	6 900,00		6 900,00		6 900,00
CC Pays Niederbronn 2023	5 750,00		5 750,00		5 750,00
CC Pays Rhénan 2019	2 890,00		2 890,00		2 890,00
CC Pays Rhénan 2023	3 450,00		3 450,00		3 450,00
CC Pays Wissembourg 2019	2 253,00		2 253,00		2 253,00
CC Plaine du Rhin 2020	1 160,00		1 160,00		1 160,00
CC Sauer Pechelbronn 2019	5 709,00	1 297,00	4 412,00		4 412,00
CC Sauer Pechelbronn 2020	5 750,00		5 750,00		5 750,00
TOTAL	266 061,35	180 514,85	85 546,50	152 585,04	253 081,54

Immobilisations

Etat exprimé en euros

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	15 191					15 191
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	62 469		8 129		7 822	62 776
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 660		8 129		7 822	77 967
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	50 075		53			50 128
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	654					654
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 729		53			50 782
TOTAL		128 389		8 181		7 822	128 748

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	6 086	1 323		7 408
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	54 129	6 553	7 822	52 860
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 214	7 876	7 822	60 268
TOTAL		60 214	7 876	7 822	60 268

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

Frais d'établissement et de développement						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
TOTAL IMMOB INCORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.						
Instal. technique matériel outillage industriels						
Instal générales Agenct aménagt divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique, mobilier						
Emballages récupérables, divers						
TOTAL IMMOB CORPORELLES						
Frais d'acquisition de titres de participation						
TOTAL						
TOTAL GENERAL NON VENTILE						

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	654	654	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	14 760	14 760	
	Divers	419 224	419 224	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	1 563	1 563	
	Charges constatées d'avances	7 040	7 040	
TOTAL DES CREANCES		443 242	443 242	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	268 350	268 350		
	Personnel et comptes rattachés	146 323	146 323		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	140 844	140 844		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 443	14 443		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	95 558	95 558		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	262 022	262 022		
TOTAL DES DETTES		927 540	927 540		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		419 224
Autres créances		419 224
SUBVETAT A PERCEVOIR	113 600	
SUBVREGION	156 038	
SUBVDES COMMUNES	198	
SUBVFSE	58 112	
SUBVDEPARTEMENT	91 277	

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes fiscales et sociales	209 779	217 732	(7 953)	-3,65
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	95 558	212 945	(117 387)	-55,13
TOTAL	305 337	430 677	(125 340)	-29,10

Charges à payer (détail)
au 31/12/2024

Libellé	Montant
CONGES A PAYER	98 864
CHARGES SUR CONGES A PAYER	50 488
ET AT CHARGES A PAYER	10 300
PROV IND PRECARITE ET TRANSACTIONNELLE	6 855
DEPARTEMENT CHARGES A PAYER	376
COMMUNES CHARGES A PAYER	1 569
INTERESSEMENT	37 322
CREDITEURS DIVERS CHARGES A PAYER	95 558
ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A PAYER	4 005
Totalis ation	305 337

Annexe libre

Etat exprimé en euros

I / INTRODUCTION

La présente annexe a pour objet d'indiquer par une évaluation le montant de l'engagement de l'entreprise au regard des indemnités de fin de carrière.

En effet, tout salarié qui part en retraite bénéficie d'une indemnité de départ en retraite plus communément appelée Indemnité de Fin de Carrière (I.F.C.). Celle-ci est généralement prévue au terme de la convention collective de la branche d'activité (ou accord d'entreprise) qui en fixe les conditions selon l'ancienneté. A défaut de convention collective ou d'informations relatives au départ en retraite dans la convention collective, l'article 6 de l'accord du 10 septembre 1977 fixe une indemnité minimum de départ en retraite (indemnité légale). D'autre part, la mention hors bilan du montant de cet engagement est imposée par la loi du 11 juillet 1985 (article 9 alinéa 2bis du Code du Commerce). Cet engagement peut également être provisionné comptablement, cependant, d'un point de vue fiscal, il n'est pas déductible et doit être réintégré au résultat fiscal.

Dans ce cadre là, il va s'agir ici de déterminer pour chaque salarié, sa date de départ à la retraite probable ainsi que le montant estimé des prestations qui lui seront versées.

Il existe différentes méthodes classiques pour calculer l'engagement actuariel passé ainsi que la charge de l'année. Ces méthodes se différencient sur l'acquisition des droits, considérant soit l'ancienneté actuelle soit l'ancienneté acquise en fin de carrière, et sur le salaire retenu pour le calcul des droits (salaire actuel ou salaire en fin de carrière). Les droits ainsi calculés seront réévalués en fonction de la probabilité pour l'entreprise de verser ces droits puis majorés des charges patronales dans le cadre d'un départ volontaire du salarié (pas de majoration de charges patronales sur la base d'une hypothèse de mise à la retraite par l'employeur). Enfin le montant ainsi déterminé sera actualisé.

II / DESCRIPTION DE LA METHODE DE CALCUL

La méthode retenue dans le cadre de cette étude est la **méthode rétrospective des unités de crédit projetées** (ou *méthode du prorata des droits au terme*). Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS n°19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de **P.B.O.** (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn over et de survie.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

III / ENGAGEMENT IFC

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation de 2,00 % . Le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2024 s' élève à 214 146,53 euros contre 204 548,09 euros au 31 décembre 2023. Le montant de la dotation annuelle 2024 est donc de 9 598,44 euros.

IV / HYPOTHESES RETENUES

Paramètres par catégorie

Catégorie	Age départ	Taux de charge	Table turnover	Table profil	Table mortalité	Convention coll
NON CADRE	65	50.32	Turn-Over faible	Profil 3 %	INSEE 2021	3304 -
CADRES	65	58.23	Turn-Over faible	Profil 3 %	INSEE 2021	Missions locales & PAIO

Paramètres financiers

Taux d'inflation : 1.90

Taux d'actualisation (net d'inflation) : 2.00

Hypothèse de calcul

Départ volontaire à l'initiative du salarié à 50 % (l'engagement est calculé en tenant compte des charges sociales)